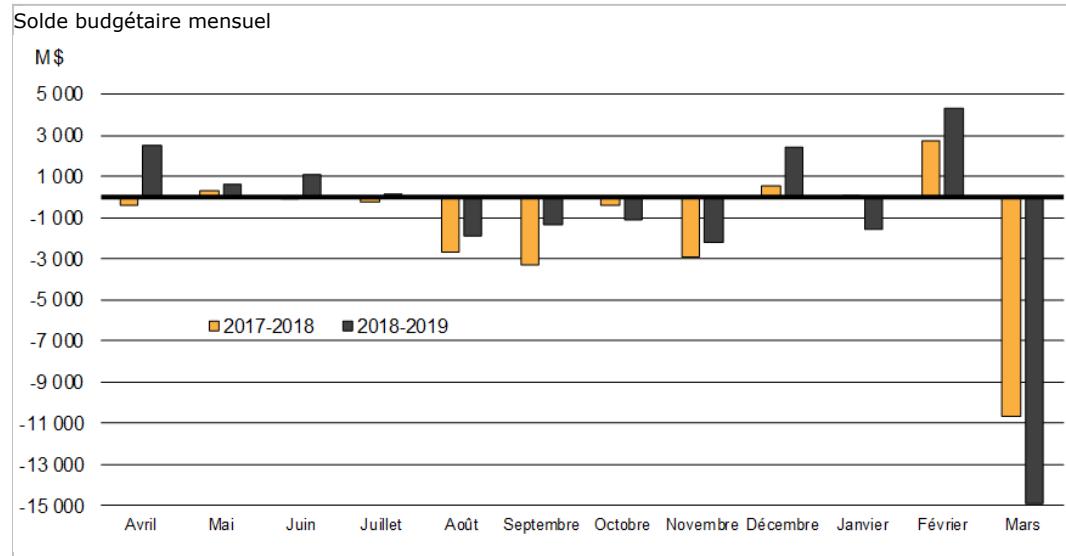


## La revue financière Publication du ministère des Finances

### Faits saillants

#### Mars 2019

Le mois de mars 2019 s'est soldé par un déficit budgétaire de 14,9 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 10,7 milliards en mars 2018. Les revenus ont augmenté de 1,2 milliard (4,6 %), surtout en raison de la hausse des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 5,7 milliards (16,4 %), en grande partie sous l'effet des hausses des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (12,2 %), ce qui s'explique par des rajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC).



## D'avril 2018 à mars 2019

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2018-2019, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 11,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 16,7 milliards pour la même période de 2017-2018. Les revenus ont augmenté de 24,7 milliards (8,1 %), surtout en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 18,5 milliards (6,2 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,4 milliard (6,3 %), ce qui s'explique par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

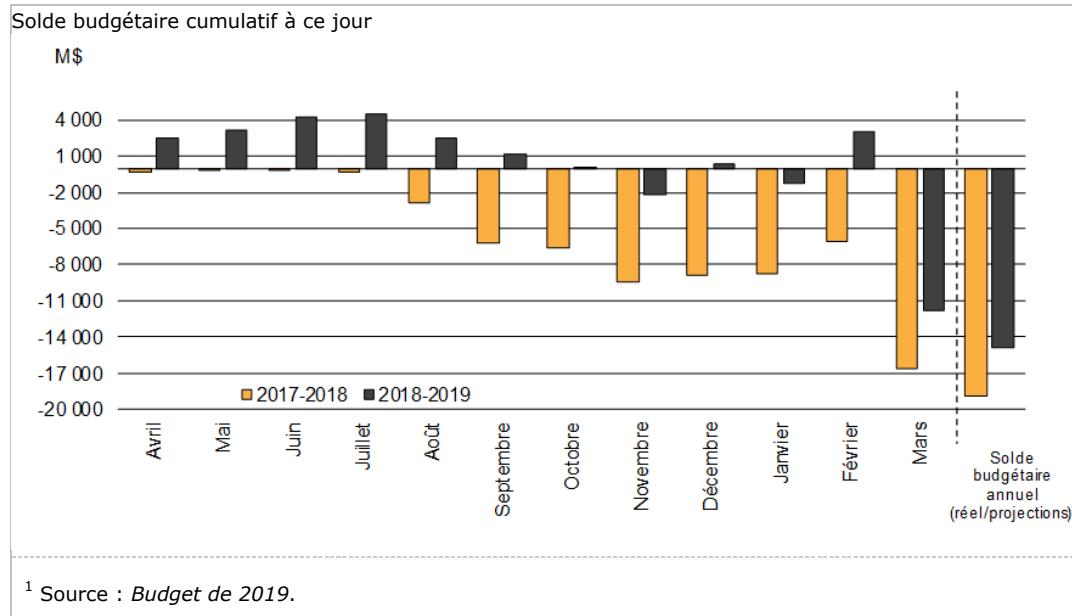


Tableau 1  
**État sommaire des opérations**  
(M\$)

	<b>Mars</b>		<b>Avril à mars</b>	
	<b>2018</b> Redressés <sup>1</sup>	<b>2019</b>	<b>2017-2018</b> Redressés <sup>1</sup>	<b>2018-2019</b>
<b>Opérations budgétaires</b>				
Revenus	26 577	27 797	303 527	328 256
Charges				
Charges de programmes	-34 983	-40 708	-298 209	-316 666
Frais de la dette publique	-2 265	-1 989	-22 010	-23 396
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-10 671	-14 900	-16 692	-11 806
<b>Opérations non budgétaires</b>				
Ressources ou besoins financiers	5 904	-1 617	-6 172	-12 342
<b>Variation nette dans les activités de financement</b>	-12 513	2 336	6 947	14 668
<b>Variation nette dans l'encaisse</b>	-6 609	719	775	2 326
<b>Encaisse à la fin de la période</b>			37 677	40 004

*Nota* – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

<sup>1</sup> Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

## Revenus

En mars 2019, les revenus se sont chiffrés à 27,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,2 milliard (4,6 %) comparativement à mars 2018.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,4 %).
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (9,1 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (33,8 %), principalement sous l'effet des gains réalisés sur la vente de biens immobiliers ainsi que de la hausse des revenus tirés des intérêts et des pénalités.

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2018-2019, les revenus ont totalisé 328,3 milliards de dollars, soit une hausse de 24,7 milliards (8,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 20,3 milliards de dollars (7,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu, des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et des revenus de droits de douane à l'importation.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (3,9 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 3,6 milliards de dollars (14,2 %), principalement en raison de la hausse des revenus tirés des intérêts et des pénalités ainsi que de gains sur la vente de biens immobiliers.

Tableau 2 <b>Revenus</b>						
	<b>Mars</b>			<b>Avril à mars</b>		
	<b>2018</b> Redressés <sup>1</sup>	<b>2019</b>	<b>Variation</b>	<b>2017-2018</b> Redressés <sup>1</sup>	<b>2018-2019</b>	<b>Variation</b>
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Revenus fiscaux</b>						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	12 136	12 667	4,4	146 440	155 894	6,5
Sociétés	4 787	4 739	-1,0	48 199	53 636	11,3
Non-résidents	574	358	-37,6	8 068	9 525	18,1
Total des revenus d'impôt sur le revenu	17 497	17 764	1,5	202 707	219 055	8,1
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 607	2 252	-13,6	36 988	39 127	5,8
Taxes sur l'énergie	454	432	-4,8	5 749	5 757	0,1
Droits de douane à l'importation	413	562	36,1	5 416	6 881	27,0
Autres taxes et droits d'accise	414	464	12,1	5 880	6 177	5,1

Total des autres taxes et droits	3 888	3 710	-4,6	54 033	57 942	7,2
Total des revenus fiscaux	21 385	21 474	0,4	256 740	276 997	7,9
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	2 519	2 747	9,1	21 091	21 923	3,9
<b>Autres revenus</b>	2 673	3 576	33,8	25 696	29 336	14,2
<b>Total des revenus</b>	26 577	27 797	4,6	303 527	328 256	8,1

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

## Charges

En mars 2019, les charges de programmes ont totalisé 40,7 milliards de dollars, soit 5,7 milliards (16,4 %) de plus qu'en mars 2018.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,3 milliard de dollars (3,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (4,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (3,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 17 millions (0,9 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (14,6 %), en raison principalement des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) et des transferts de péréquation ainsi que de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 4,6 milliards de dollars (21,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 0,6 milliard de dollars en paiements dans le cadre du nouveau régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (21,8 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée par un certain nombre de ministères, notamment au titre des infrastructures.
  - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (16,5 %), principalement sous l'effet d'une hausse des charges liées aux réclamations et au passif environnemental.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (12,2 %), ce qui s'explique par des ajustements moins importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC.

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2018-2019, les charges de programmes se sont élevées à 316,7 milliards de dollars, soit une hausse de 18,5 milliards (6,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (2,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,6 milliards (5,2 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,9 milliard (4,3 %), tandis que les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard (1,9 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (4,6 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS et des transferts de

péréquation, ainsi que de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 13,0 milliards de dollars (9,7 %). Parmi les charges de programmes directes :

- Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 0,7 milliard de dollars en paiements dans le cadre du nouveau régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 6,0 milliards de dollars (13,4 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée par un certain nombre de ministères, notamment au titre des infrastructures et des réclamations.
- Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 6,4 milliards de dollars (7,1 %), principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel et aux réclamations.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (6,3 %), ce qui s'explique par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Tableau 3  
**Charges**

	<b>Mars</b>		<b>Avril à mars</b>				
				<b>2018 Variation</b>	<b>2017-2018</b>	<b>2018-19 Variation</b>	
	<b>Redressés<sup>1</sup></b>	<b>2019 Redressés<sup>1</sup></b>					
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)	
<b>Principaux transferts aux particuliers</b>							
Prestations aux aînés	4 400	4 612	4,8	50 838	53 479	5,2	
Prestations d'assurance-emploi	1 617	1 677	3,7	19 806	18 951	-4,3	
Prestations pour enfants	1 982	1 999	0,9	23 448	23 900	1,9	
Total	7 999	8 288	3,6	94 092	96 330	2,4	
<b>Principaux transferts aux autres administrations</b>							
Transfert canadien en matière de santé	3 070	3 199	4,2	37 124	38 568	3,9	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 146	1 180	3,0	13 748	14 161	3,0	
Péréquation	1 521	1 580	3,9	18 254	18 958	3,9	
Formule de financement des territoires	250	257	2,8	3 682	3 785	2,8	
Fonds de la taxe sur l'essence	0	9	100,0	2 072	2 171	4,8	
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	0	360	100,0	300	849	183,0	
Autres arrangements fiscaux <sup>2</sup>	-352	-127	-63,9	-4 661	-4 738	1,7	
Total	5 635	6 458	14,6	70 519	73 754	4,6	
<b>Charges de programmes directes</b>							
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	s.o.	565	s.o.	s.o.	664	s.o.	
Autres paiements de transfert	9 976	12 147	21,8	44 519	50 486	13,4	
Autres charges de programmes directes	11 373	13 250	16,5	89 079	95 432	7,1	
Total des charges de programmes directes	21 349	25 962	21,6	133 598	146 582	9,7	
<b>Total des charges de programmes</b>	34 983	40 708	16,4	298 209	316 666	6,2	
<b>Frais de la dette publique</b>	2 265	1 989	-12,2	22 010	23 396	6,3	

<b>Total des charges</b>	37 248	42 697	14,6	320 219	340 062

*Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.*

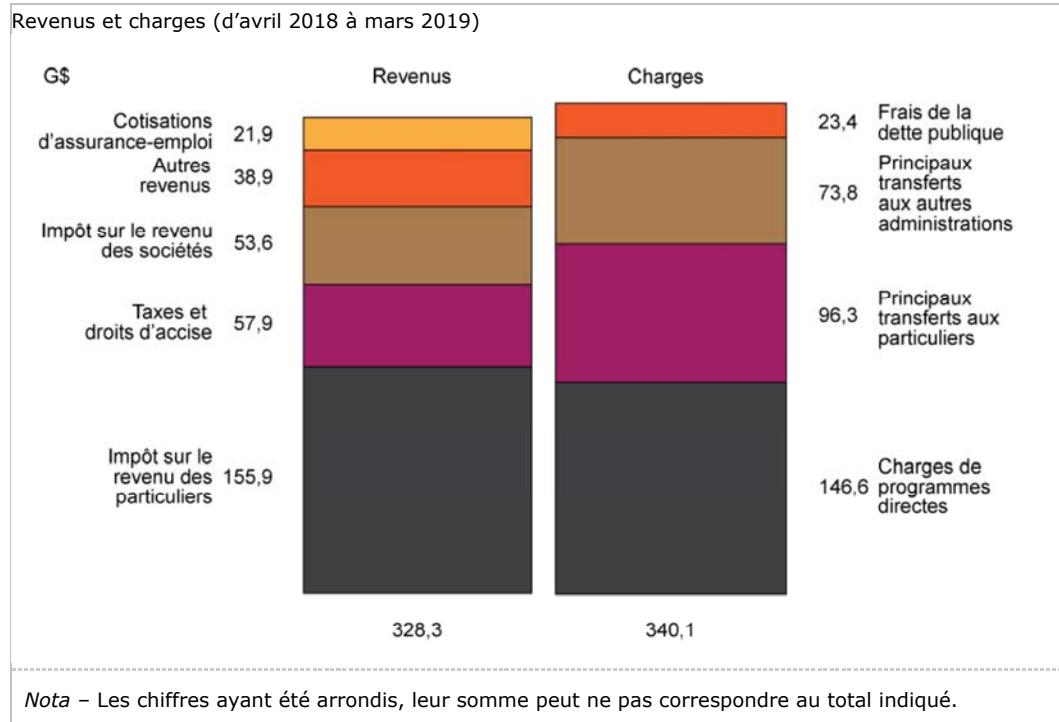
<sup>1</sup> Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

<sup>2</sup> Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes; les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; et les paiements aux provinces relativement à la réglementation des valeurs mobilières.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

	Tableau 4					
	<b>Total des charges, par article de charges</b>					
	Mars		Avril à mars			
	2018	2019	Variation	2017-2018	2018-2019	Variation
	(M\$)	(%)		(M\$)		(%)
Paiements de transfert	23 610	27 458	16,3	209 130	221 234	5,8
Autres charges						
Personnel	5 573	5 502	-1,3	53 261	55 613	4,4
Transports et communications	543	633	16,6	2 778	3 031	9,1
Information	114	130	14,0	324	389	20,1
Services professionnels et spéciaux	3 085	3 067	-0,6	12 384	12 673	2,3
Location	406	500	23,2	2 996	3 269	9,1
Réparation et entretien	892	808	-9,4	3 360	3 575	6,4
Services publics, fournitures et approvisionnements	477	471	-1,3	2 636	2 732	3,6
Autres subventions et charges	-93	1 398	1 603,2	6 412	8 812	37,4
Amortissement des immobilisations corporelles	352	658	86,9	4 782	5 124	7,2
Perte nette sur cession de biens	24	83	245,8	146	214	46,6
Total des autres charges	11 373	13 250	16,5	89 079	95 432	7,1
<b>Total des charges de programmes</b>	34 983	40 708	16,4	298 209	316 666	6,2
<b>Frais de la dette publique</b>	2 265	1 989	-12,2	22 010	23 396	6,3
<b>Total des charges</b>	37 248	42 697	14,6	320 219	340 062	6,2

*Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.*



*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Besoins financiers de 12,3 milliards de dollars d'avril 2018 à mars 2019

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 11,8 milliards de dollars et des besoins de 0,5 milliard au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2018 à mars 2019 s'est soldée par des besoins financiers de 12,3 milliards, comparativement à des besoins financiers de 6,2 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers  
(M\$)**

	<b>Mars</b>		<b>Avril à mars</b>	
	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2017-2018</b>	<b>2018-2019</b>
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	-10 671	-14 900	-16 692	-11 806
<b>Opérations non budgétaires</b>				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	14 351	11 489	9 232	7 665
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	-132	650	6 050	7 597
Comptes d'opérations de change	4 152	498	1 860	-2 751
Prêts, placements et avances	309	2 215	-3 668	-9 554
Actifs non financiers	-2 105	-1 569	-2 954	-3 493
Total des opérations non budgétaires	16 575	13 283	10 520	-536
<b>Ressources ou besoins financiers</b>				
	5 904	-1 617	-6 172	-12 342

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

## Activités nettes de financement en hausse de 14,7 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 12,3 milliards de dollars et augmenté ses soldes de trésorerie de 2,3 milliards en augmentant la dette non échue de 14,7 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de mars 2019, les soldes de trésorerie s'élevaient à 40,0 milliards de dollars, soit 2,3 milliards de plus qu'à la fin de mars 2018.

Tableau 6

**Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement  
(M\$)**

	<b>Mars</b>		<b>Avril à mars</b>	
	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2017-2018</b>	<b>2018-2019</b>
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	5 904	-1 617	-6 172	-12 342
<b>Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement</b>				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 898	-2 943	38 715	-5 407
Bons du Trésor	-4 200	4 500	-26 000	23 600
Titres au détail	-66	-46	-1 948	-1 349
Total	-8 164	1 511	10 767	16 844
Emprunts en devises	-4 333	35	-1 560	-39
Total	-12 497	1 546	9 207	16 805
Réévaluation de swaps de devises	488	695	71	-561
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-97	-16	-1 855	-1 304
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autres dette non échue	-407	111	-476	-272
<b>Variation nette dans les activités de financement</b>	-12 513	2 336	6 947	14 668
<b>Variation dans l'encaisse</b>	-6 609	719	775	2 326
<b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>			37 677	40 004

*Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.*

## Dette fédérale

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année sur l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulatif de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains ou pertes non réalisés sur des instruments financiers, de même que certains gains ou pertes actuariels au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

La dette fédérale a augmenté de 12,0 milliards de dollars d'avril 2018 à mars 2019, en raison du déficit budgétaire de 11,8 milliards et de pertes de 0,2 milliard au titre des autres éléments du résultat global.

<b>Tableau 7</b> <b>État condensé de l'actif et du passif</b> <b>M\$</b>			
	<b>31 mars 2018</b>	<b>31 Mars 2019</b>	<b>Variation</b>
		<b>Redressés<sup>2</sup></b>	
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	148 733	157 239	8 506
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	574 968	569 561	-5 407
Bons du Trésor	110 700	134 300	23 600
Titres au détail	2 586	1 237	-1 349
	<hr/>		
Total partiel	688 254	705 098	16 844
Payable en devises	16 049	16 010	-39
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 835	7 274	-561
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	3 467	2 163	-1 304
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 596	5 324	-272
	<hr/>		
Total de la dette non échue	721 201	735 869	14 668
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	170 914	168 817	-2 097
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	104 793	114 244	9 451
Autres passifs	5 670	5 913	243
	<hr/>		
Total des régimes de retraite et autres passifs	281 377	288 974	7 597
	<hr/>		
Total de la dette portant intérêt	1 002 578	1 024 843	22 265
	<hr/>		
<b>Total des passifs</b>	<b>1 151 311</b>	<b>1 182 082</b>	<b>30 771</b>
<b>Actifs financiers</b>			

Trésorerie et créances	172 991	176 160	3 169
Comptes d'opérations de change	96 938	99 689	2 751
Prêts, placements et avances (nets des provisions) <sup>1</sup>	126 371	135 693	9 322
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 124	2 124	0
Total des actifs financiers	398 424	413 666	15 242
<b>Dette nette</b>	752 887	768 416	15 529
<b>Actifs non financiers</b>	81 633	85 126	3 493
<b>Dette fédérale (déficit accumulé)</b>	671 254	683 290	12 036

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Le montant du 31 mars 2019 inclut des pertes de 0,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2018 à mars 2019.

<sup>2</sup> Certains des soldes au 31 mars 2018 ont été redressés afin de tenir compte d'un changement à la convention comptable du gouvernement relativement à la Corporation commerciale canadienne. Ce redressement a donné lieu à une baisse de 6 091 millions de dollars des créditeurs et charges à payer, à une baisse de 215 millions de la trésorerie et créances et à une baisse de 5 873 millions des actifs non financiers. Ces changements n'ont aucune incidence globale sur la dette fédérale. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

## Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.

7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers définitifs du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Changements comptables et redressements

Pour faciliter les comparaisons, les résultats financiers mensuels de l'exercice 2017-2018 présentés dans *La revue financière* ont été redressés de façon à tenir compte de deux changements à la convention comptable.

**Modification de la méthode de calcul des taux d'actualisation**

Lors de la préparation des résultats définitifs de l'exercice 2017-2018, le gouvernement a appliqué un changement dans la méthode de calcul des taux d'actualisation utilisés pour évaluer ses obligations au titre des prestations de retraite non capitalisées. Ce changement a donné lieu à une hausse de 0,5 milliard de dollars du déficit budgétaire de 2017-2018. Des précisions au sujet de ce changement à la convention comptable se trouvent à la note 3 des états financiers consolidés condensés publiés dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2017-2018*, lequel est affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.

**Corporation commerciale canadienne**

Pour l'exercice 2018-2019, la Corporation commerciale canadienne a déterminé qu'elle agit à titre de mandataire dans ses opérations d'échanges commerciaux. Par conséquent, les revenus et les charges, ainsi que les soldes des actifs et des passifs connexes découlant de ces opérations, ne sont plus consolidés dans les résultats financiers du gouvernement. Ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur le solde budgétaire, puisqu'une réduction équivalente des dépenses compense la baisse des revenus du gouvernement. De même, ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur la dette fédérale, puisqu'une réduction équivalente des passifs compense la baisse des actifs du gouvernement. L'État condensé de l'actif et du passif en date du 31 mars 2018, lequel figure au tableau 7, a été rajusté afin de tenir compte de l'incidence rétroactive de ces changements.

Le tableau qui suit fournit un aperçu des redressements des résultats financiers de l'exercice 2017-2018.

<b>Tableau 8 Sommaire des redressements (M\$)</b>					
	<b>Charges de programmes</b>	<b>Frais de la dette publique</b>	<b>Autres revenus</b>	<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	<b>Opérations non budgétaires</b>
<b>Mars 2018</b>					
Publiés antérieurement	-34 922	-2 456	2 845	-10 629	16 533
Effet du changement à la convention comptable					
Modification de la méthodologie du taux d'actualisation	-233	191	s.o.	-42	42
Corporation commerciale canadienne	172	s.o.	-172	0	s.o.
	<hr/>				
Redressés	-34 983	-2 265	2 673	-10 671	16 575
	<hr/>				
<b>D'avril 2017 à mars 2018</b>					
Publiés antérieurement	-297 801	-24 302	28 084	-16 188	10 016
Effet du changement à la convention comptable					
Modification de la méthodologie du taux d'actualisation	-2 796	2 292	s.o.	-504	504
Corporation commerciale canadienne	2 388	s.o.	-2 388	0	s.o.
	<hr/>				
Redressés	-298 209	-22 010	25 696	-16 692	10 520
	<hr/>				
<i>Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.</i>					

*Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.*

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mai 2019

**© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2019)**

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF

ISSN : 1487-0134

